



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale des territoires  
et de la mer du Pas-de-Calais**

Service de l'Environnement  
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Arras, le **21 JAN. 2021**

**RECEPISSE DE DEPOT DE DECLARATION**

**CONCERNANT L'EPANDAGE DE MATIERES DE VIDANGE  
D'ASSAINISSEMENT NON COLELECTIF**

**COMMUNES DE AVROULT, CLETY, HERBELLES, PIHEM et REMILLY WIRQUIN**

Dossier n°62-2020-00195

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**Vu** l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

**Vu** le décret n°94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et 372-3 du code des communes ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE BLANC, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2021-60-06 du 15 janvier 2021 portant délégation de signature ;

**Vu** la déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement reçue le 30 juin 2020, présentée par Mme Céline RAUX, enregistrée sous le n° 62-2020-00195 et relative à l'épandage des matières de vidange sur les communes de AVROULT, CLETY, HERBELLES, PIHEM et REMILLY WIRQUIN ;

**Vu** le récépissé de déclaration adressé le 7 juillet 2020 ;

**Annule** le récépissé de déclaration délivré le 7 juillet 2020.

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration à :**

**Mme Céline RAUX  
5, Rue de Théroutte  
62570 PIHEM**

concernant le plan d'épandage de 170 m<sup>3</sup> de matières de vidange d'assainissement non collectif dont la réalisation est prévue sur les communes de AVROULT, CLETY, HERBELLES, PIHEM et REMILLY WIRQUIN ;

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

| <i>Rubrique</i> | <i>Intitulé</i>   | <i>Régime</i> | <i>Arrêté de prescriptions générales correspondant</i> |
|-----------------|---|---------------|--|
| 2.1.3.0         | Epandage de boues issues du traitement des eaux usées, la quantité de boues épandues dans l'année, produites dans l'unité de traitement considérée, présentant les caractéristiques suivantes :<br>1° Quantité de matière sèche supérieure à 800 t/an ou azote total supérieur à 40 t/an (A)<br>2° Quantité de matière sèche comprise entre 3 et 800 t/an ou azote total compris entre 0,15 t/an et 40 t/an (D) | Déclaration   | Aucun  |

Copie du récépissé est adressée à la mairie des communes de AVROULT, CLETY, HERBELLES, PIHEM et REMILLY WIRQUIN où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, ainsi qu'à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE de l'Audomarois et de la Lys, au SATEGE Nord Pas-de-Calais et à la Sous Préfecture de SAINT OMER pour information. Un exemplaire de la déclaration est adressé en mairie de PIHEM. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans les délais prévus à l'article R..514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de AVROULT, CLETY, HERBELLES, PIHEM et REMILLY WIRQUIN ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service en charge de la police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée à M. le Préfet du Pas-de-Calais au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le Préfet et par délégation  
Pour le directeur départemental  
des territoires et de la mer par  
intérim

Le Chef du Service de l'Environnement

OLIVIER MAURY

